

## Italie : les syndicats de base appellent à la grève le 22 juin

*L'Union syndicale Solidaires apporte son soutien aux syndicats de base italiens USB, CUB, ORSA, CIB-UNICOBAS, SNATER, SICOBAS, USI qui appellent le 22 juin à une journée de grève et de manifestations.*

Le gouvernement Monti s'attaque directement aux travailleurs et travailleuses. Ses décisions, ses attaques antisociales, s'inscrivent dans la politique mise en œuvre dans tous les pays européens. Chômage, précarité, restriction des droits des travailleurs/ses et liberté de licenciement accrue pour le patronat, santé et sécurité au travail non assurées, destruction des services publics, allongement du temps de travail, diminution des salaires, remise en cause du droit à la retraite, attaques contre la protection sociale, etc., dans tous nos pays, patrons, banquiers et leurs gouvernements appliquent les mêmes méthodes. Les attaques contre le droit syndical, les discriminations envers les syndicats qui refusent d'accompagner la casse sociale ont pour but de faciliter la tâche du patronat. **Résistons ! Soyons offensifs, revendiquons des droits nouveaux, un autre partage des richesses, travailler moins pour travailler tous !**

L'Union syndicale Solidaires prend note avec beaucoup d'intérêt du travail unitaire mené depuis maintenant plusieurs mois. À notre sens, c'est une des données nécessaires pour que les travailleurs/ses aient confiance en eux/elles-mêmes, et pour permettre des victoires sociales. Ces luttes sociales victorieuses que nous construisons pas à pas, notamment en rassemblant massivement les travailleurs/ses dans des syndicats démocratiques et indépendants, créeront la dynamique débouchant sur la nécessaire transformation sociale.

**La coordination internationale, et pour le moins européenne, du syndicalisme de lutte est plus que jamais nécessaire.** Depuis plusieurs années, l'Union syndicale Solidaires au plan interprofessionnel, plusieurs de nos fédérations dans leurs champs d'action respectifs, travaillent à la construction d'un réseau international – et donc notamment européen – du syndicalisme de luttes. Par « syndicalisme de luttes », nous entendons les collectifs syndicaux qui se situent clairement sur le terrain de la lutte des classes, à travers un syndicalisme de masse, dans la perspective d'une transformation sociale de la société, qui passe par un affrontement central contre celles et ceux qui défendent leurs privilèges.

En termes d'affiliations internationales, celles et ceux qui se retrouvent dans ces orientations et ces pratiques syndicales sont dans des situations diverses : membres d'aucune organisation internationale, membres de la Fédération Syndicale Mondiale, membre de la Confédération Syndicale Internationale, membre de la Confédération Européenne des Syndicats, membre du réseau des syndicats alternatifs et de base, etc. Pour partie, ces différences prennent leur source dans des histoires multiples, qui se traduisent par une situation actuelle hétérogène en termes d'affiliation ... pas forcément de politique syndicale. Quand nous affirmons cela, nous n'entendons pas nier la nécessité d'une analyse des responsabilités des organisations syndicales internationales. Mais nous pensons qu'entre nous, la première urgence n'est pas à marquer des divisions mais à rechercher ce qui permet de nous unir. **Nous unir, sur les bases évoquées plus haut, dans la perspective évoquée plus haut... L'Union syndicale Solidaires souhaite poursuivre et développer nos actions communes en ce sens.**

## Francfort : la Banque Centrale Européenne bloquée ... par la police

Du 17 au 19 mai, le collectif *blockupy* avait prévu 3 journées de blocage symbolique du centre de Francfort, en particulier le quartier de la Banque centrale européenne, avec forum-débats, rassemblement et une grande manifestation européenne le 19 mai. Les 17 et 18 mai, forum-débats, campements et occupations sur les places ont été interdits. Plus de 5 000 policiers anti-émeute, casqués et bottés (y compris des policiers à cheval, des hélicoptères...) protégeaient les accès du centre financier et toutes les rues qui y convergeaient étaient barrées. **Du coup, la BCE a bel et bien été bloquée, pas par les manifestant-es, mais par la police, merci à eux !**



La manifestation du 19 mai, initialement interdite à été autorisée in-extremis. Elle fut très colorée et dynamique, rassemblant plus de 25 000 personnes. <http://www.france.attac.org/articles/blockupy-francfort-retour-sur-les-mobilisations>

## Turquie : le gouvernement s'attaque au droit à l'avortement



Manifestation pour le droit à l'avortement, à Istanbul, 2 juin

Le projet de loi présenté actuellement par le gouvernement turc (AKP, islamo-conservateur) est simple : réduire la période légale actuelle (obtenue en 1983) pour avorter de 10 semaines à 4 semaines. **Autrement dit, le rendre pratiquement impossible, vu les délais.** L'opposition, ainsi que les associations féministes, ont organisé des manifestations le 5 juin dans les grandes villes de Turquie.

**Cette attaque s'accompagne d'un discours nataliste, demandant aux femmes d'avoir 3 enfants, et qui remet également en cause l'accouchement par césarienne.** En effet, selon le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, ce type d'accouchement serait une mise en cause de la nation turque, puisque la césarienne limite le nombre des grossesses pour une femme... En 2004 déjà, ce monsieur et son parti avaient tenté de pénaliser l'adultère mais, suite aux pressions de l'Union européenne, avaient fait marche arrière.

## Uruguay : solidarité avec David Lamarthee



Nous avons été informés de l'emprisonnement de David Lamarthee, chauffeur de taxi à Montevideo (Uruguay) pour une pseudo « atteinte à la propriété privée ». Notre camarade David est victime de la répression menée par le gouvernement, le patronat et les institutions qui les servent. David est jeté en prison parce qu'il fait partie de celles et ceux qui résistent, qui se battent pour défendre les droits collectifs des travailleurs et des travailleuses, qui veulent construire une société plus juste, qui ne repose plus sur l'exploitation de celles et ceux qui travaillent pour une minorité de privilégiés-es.

**Le SUATT organise les chauffeurs de taxis confrontés à un patronat qui nie les droits syndicaux et veut imposer des conditions de travail et de rémunération ne répondant même pas aux normes légales.** Ils inscrivent leur lutte dans un cadre interprofessionnel, soutenant par exemple les métallurgistes, les enseignant-es et parents d'élèves, ... à qui le Pouvoir oppose aussi licenciements, expulsions, etc.

L'Union syndicale Solidaires apporte tout son soutien à David, à ses camarades du syndicat SUATT, aux travailleurs/ses d'Uruguay. Nous avons aussi relayé l'information auprès des syndicats d'autres pays avec lesquels nous travaillons. [www.sindicatodeltaxi-suatt.blogspot.fr](http://www.sindicatodeltaxi-suatt.blogspot.fr)

## Québec : soutien unitaire international aux étudiant-es en lutte

Plusieurs syndicats étudiants européens joignent leur voix pour appuyer et soutenir la lutte contre la hausse des frais d'inscription menée par les étudiants du Québec et dénoncer l'intense répression qu'ils subissent.



Depuis plus de 100 jours, les étudiant-es québécois-es protestent contre une hausse de 86% des frais d'inscription à l'université, soit plus de 1 770\$ sur une période de 7 ans. Ils et elles dénoncent ainsi ces politiques néolibérales qui visent à saper dans les services sociaux des citoyennes et des citoyens. Le mouvement de contestation historique rassemble des milliers de manifestant-e-s qui chaque jour réinvestissent la rue [...] Le gouvernement québécois a rejeté systématiquement toutes tentatives de négociations crédibles en cherchant à diviser le mouvement. Maintenant, il impose une **loi anticonstitutionnelle et anti-démocratique afin de limiter la liberté d'association et le droit de manifestation pacifique.** La violence avec laquelle les forces de l'ordre dispersent les rassemblements pacifiques est inacceptable en plus de perpétuer de nombreuses arrestations arbitraires qui vont à l'encontre même des principes les plus élémentaires de la démocratie. C'est pourquoi nous dénonçons haut et fort cette répression que subissent les Québécoises et les Québécois et nous réitérons notre appui à leur lutte.

Nous revendiquons comme eux un système d'éducation public et accessible à tous. Dans l'ère des plans d'austérité, **nous sommes conscients que nous aurons aussi à affronter des politiques similaires qui attaqueront notre système d'éducation.** C'est pourquoi nous suivons avec attention et fierté la résistance que mènent nos confrères et consœurs du Québec et leur victoire sera aussi une victoire pour tous-te-s les étudiant-e-s à travers le monde.

## État espagnol : Laura Gómez libérée après 23 jours de prison

Laura Gomez, secrétaire à l'organisation de la fédération locale de Barcelone de la CGT, a été remise en liberté après 23 jours de prison. **Qu'elle ait été emprisonnée demeure intolérable, mais nous nous réjouissons de sa libération.** Celle-ci est le résultat des actions de solidarité menée par ses camarades de la CGT-e, mais aussi par toutes celles et ceux qui en Espagne défendent la liberté syndicale, le droit de s'associer et de manifester. Le soutien international auquel l'Union syndicale Solidaires a participé a appuyé ces initiatives.



Dans son message informant de la libération de Laura, la CGT-e salue « l'unité obtenue tant pour la mise en liberté de Laura que pour dénoncer le climat de répression instauré pour mettre à bas les droits et la liberté de l'ensemble de la population, ainsi que pour criminaliser, effrayer, intimider la population et attaquer directement les organisations qui luttent, résistent et se défendent ».

Laura est restée 23 jours en prison, uniquement pour avoir participé le 29 mars, jour de la grève générale en Espagne, à un sketch à la porte de la Bourse de Barcelone au cours duquel ont été brûlés symboliquement des caisses avec des papiers dedans ! Plusieurs autres personnes ont été arrêtées, à Barcelone, Valence, Madrid, Tarragone, etc., toutes pour avoir participé à la grève générale, dans ce qui devient un État policier et répressif.

[www.cgt.org.es](http://www.cgt.org.es)

## Brésil : grève victorieuse au métro de Sao-Paulo

Soutenu-es par CSP-Conlutas, les travailleurs/ses du métro de Sao-Paulo ont décidé en Assemblée Générale de se mettre en grève à compter du 23 mai, pour la première fois depuis 2007. **La participation à la grève a été si forte, dans toutes les catégories, que l'après-midi même la direction proposait de négocier !** Les grévistes ont obtenu 4,15% d'augmentation, la moitié sous forme d'augmentations générales, l'autre moitié à travers le réajustement de diverses indemnités. La journée de grève est payée.

[www.metroviarios.org.br](http://www.metroviarios.org.br) [www.cspconlutas.org.br](http://www.cspconlutas.org.br)



## État espagnol : 119 jours de grève à la gare de Malaga

**Après 119 jours de grève, les travailleurs/ses de l'entreprise de nettoyage EULIN, à la gare de Malaga ont gagné !** 119 jours d'une grève soutenue par les diverses structures de la CGT-e et qui se termine par un protocole d'accord imposant tout ce qui était au cœur de la grève ! Toutes les sommes dues depuis janvier 2011 sont régularisées sur la paie du mois de mai, un planning est mis en place assurant les repos des deux semaines suivantes et les congés, les semaines de travail de 9 jours sont prohibées, 1 000 heures de travail sont prévues pour les salarié-es à temps partiel qui ont fait grève, engagement est pris qu'il n'y ait aucune sanction liée à cette lutte. Le mouvement victorieux des travailleurs/ses de Malaga est un point d'appui important dans la bataille pour l'application de la convention du secteur ferroviaire aux salarié-es des entreprises de nettoyage.



[www.cgt.org.es](http://www.cgt.org.es)

## Pérou : la population de Cajamarca a le droit de choisir son avenir !

Des membres du comité de solidarité avec Cajamarca à Paris ont été reçus à l'ambassade du Pérou par la représentante de l'État péruvien en France, Cristina Velita Laboureux et son principal conseiller Thierry Roca-Rey. L'Union syndicale Solidaires était représentée dans cette délégation qui a fait part des inquiétudes générées par la **répression et la violation des droits de l'homme à Cajamarca et à Espinar, dans le cadre du conflit contre le projet Conga et l'entreprise minière suisse Xtrasta.** La représentante de l'État péruvien en France a pris acte des principales demandes formulées au cours de cette réunion : instauration du dialogue avec les populations de Cajamarca et Espinar, libération du maire d'Espinar, abandon des poursuites judiciaires à l'encontre de 59 militant-es, respect des droits de l'homme, à travers notamment, le non usage d'armes mortelles à l'encontre des manifestant-es, démission du Premier ministre Oscar Valdés pour avoir encouragé un cycle de violence insoutenable dans le pays. **Cette intervention auprès de l'ambassade s'inscrit dans la campagne de solidarité internationale qui se poursuit.**

[www.solidaritecajamarca.blogspot.fr](http://www.solidaritecajamarca.blogspot.fr) [www.franceamericatelatine.org/spip.php?mot46&lang=fr](http://www.franceamericatelatine.org/spip.php?mot46&lang=fr)



## Déclaration du réseau syndical euro-méditerranéen

*Le réseau des syndicats euro-méditerranéens a tenu sa réunion annuelle à Madrid les 23, 24, 25 mars 2012, dans une période de luttes populaires en extension dans le monde pour combattre l'exploitation capitaliste de plus en plus féroce et inhumaine. La crise capitaliste sert toujours davantage de prétexte aux licenciements sauvages dans tous les pays, à la répression violente du mouvement syndical et social, à la privatisation des services publics et à l'exploitation de la classe ouvrière qui ne cesse de s'accroître partout dans le monde. Dans ce contexte le réseau réaffirme la nécessité de coordonner toujours davantage les forces sociales anticapitalistes qui luttent en ce moment sur tous les fronts.*

Ce réseau rassemble notamment : **SNAPAP**, **CLA** (Algérie), **ODT**, **ANDCM**, **Comité syndical de VD** (Maroc), **CGT** (Etat espagnol), **IAC** (Catalogne), **Solidaires** et **CNT** (France), **CUB** et **USI** (Italie)

**Au Maroc, les syndicalistes combatifs subissent non seulement la répression de la part du pouvoir** mais aussi par tous les relais que celui-ci peut utiliser au sein même de certaines organisations syndicales comme c'est le cas de l'UMT qui vient d'expulser 3 militants de son secrétariat national. À L'ODT le secrétaire général du secteur ferroviaire est licencié. Des étudiants, des ouvriers et des chômeurs viennent d'écopier de peines de prison pour avoir participé à des manifestations. Nous rappelons que le Mouvement du 20 février a commencé depuis plus d'un an et que nous continuons à le soutenir. De même en ce qui concerne la lutte menée par l'ANDCM pour une politique nationale d'ouverture démocratique

**En Algérie, les syndicats autonomes continuent à subir les pressions et harcèlement de la part du pouvoir** qui empêche la reconnaissance légale de nouveaux syndicats comme le CLA, le SESS... Toutes velléités de manifestation et protestation sont aussi violemment réprimées, les journalistes qui veulent faire leur travail et en témoigner sont physiquement agressés par la police.

**En Tunisie, on assiste à une montée en puissance d'agressions des militant-es des mouvements sociaux**, notamment d'étudiantes à l'université de la Manouba récemment par des groupes de fanatiques. La police qui n'a pas perdu ses anciennes habitudes n'hésite pas à user de la force contre les manifestant-es qui continuent à lutter pour plus de justice sociale. Les membres du réseau réaffirment leur solidarité à toutes celles et ceux qui luttent à la base dans et en dehors de l'UGTT et de l'UGET. Nous assurons aussi toute notre solidarité aux militant-e-s de l'UDCT qui sont en train de mener un dur combat pour s'organiser et pour lutter contre la précarité et le chômage...

Parmi les initiatives programmées, **le réseau prévoit l'organisation d'une rencontre des mouvements de chômeurs/ses** d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, d'Espagne, de France, d'Italie, soutenue par les syndicats membres.

## Iran : nouvelles arrestations de militants ouvriers



Le 6 juin, **60 membres du Comité de Coordination pour Aider à Former les Organisations d'Ouvriers et d'autres militants ont été arrêtés** par les forces de sécurité de la ville de Karaj. Les détenus ont été transférés à la prison Rajai Shahr de Karaj et jusqu'à maintenant aucune nouvelle n'est disponible. **Nous condamnons ces nouvelles arrestations et demandons la libération immédiate de tous les militants ouvriers.** C'est pour dénoncer ce type d'agissements du Pouvoir iranien que CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires avaient organisé un rassemblement international le 5 juin, à Genève à l'occasion de la session de l'O.I.T.

[www.iran-echo.com/index.html](http://www.iran-echo.com/index.html) [www.iranenlutte.wordpress.com](http://www.iranenlutte.wordpress.com)

## Éthiopie : quand France Telecom participe à la censure...

*La fédération SUD PTT a adressé ce courrier à la direction de France Telecom, suite à ces agissements au service du pouvoir éthiopien.*

Les médias ont abondamment fait écho à la mise en place par le gouvernement éthiopien d'une censure vigoureuse et d'un contrôle total d'Internet. **Toutes les requêtes des internautes éthiopiens sont désormais interceptées, détournées vers des serveurs tiers qui les examinent et les trient selon les choix policiers du régime.** Seuls les pays les plus répressifs en matière de contrôle d'Internet utilisent les procédures dénoncées aujourd'hui en Éthiopie : l'Iran, la Chine, le Kazakhstan. Bull avait vendu ce service à la Libye de Kadhafi et a été contraint de se séparer de sa filiale Amesys qui était directement mise en cause. Aujourd'hui c'est le groupe France Télécom qui assure la direction de la compagnie publique Ethio Telecom, qui détient le monopole dans le pays et organise ces mesures liberticides [...]

Le Groupe FT Orange avait déjà tardé à réagir lors du printemps arabe lorsque les régimes finissant et ébranlés, avaient voulu limiter les libertés de communications. Notre fédération s'en était émue et elle ne peut accepter que le groupe France Télécom Orange et son personnel puissent être associés à ces pratiques liberticides en Éthiopie. Nous demandons que le droit à la communication, le droit à l'expression démocratique des personnes soient rétablis sans tarder dans tous les réseaux dont le groupe a la responsabilité matérielle.

*En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>*